

Zeitschrift: Mensuration, photogrammétrie, génie rural

Herausgeber: Schweizerischer Verein für Vermessung und Kulturtechnik (SVVK) = Société suisse des mensurations et améliorations foncières (SSMAF)

Band: 71-F (1973)

Heft: 3: Sonderheft : Informationstagung 1973 Berggebiet

Artikel: Das praktische Vorgehen im Rahmen des gesamtwirtschaftlichen Entwicklungskonzeptes

Autor: Güller, P.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-226188>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Das praktische Vorgehen im Rahmen des gesamtwirtschaftlichen Entwicklungskonzeptes

von P. Güller

Résumé

La conception de la planification dans les régions de montagne est généralement déterminée par deux projets de loi sur le plan fédéral – par la Loi sur l'aménagement du territoire et par la Loi sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne. La Loi sur l'aménagement du territoire institue un instrumentaire pour atteindre un certain aménagement du territoire. La Loi sur l'aide aux investissements a pour but une vaste amélioration des conditions du développement dans les régions de montagne et ce but doit être atteint par un financement complémentaire de projets d'infrastructure – mais elle aussi stipule que ces projets d'infrastructure doivent faire partie d'une conception du développement.

L'encouragement des régions de montagne et l'élaboration des conceptions du développement et leurs réalisations basent sur les quatre principes suivants, arrêtés par le Conseil fédéral:

- régionalisation
- encouragement de l'économie globale
- préférence des solutions économiques
- application concentrée des moyens en garantissant une large diffusion de l'utilité sociale.

Le procès de planification et d'encouragement est expliqué dans des directives appelées le „manuel Stocker“. Conforme à ces directives il faut d'abord délimiter provisoirement la région du développement, démontrer ses besoins et potentialités de développement et constituer une association des communes qui se présentent comme partenaire de la Confédération. Bien entendu, cette première phase demande de grands efforts dans le secteur „publicité et information“, parce qu'on ne comprend pas sans peine dans toutes les communes les problèmes et les conséquences de la planification. Il est avantageux d'attirer tôt l'attention sur le but d'une conception régionale pour le développement: Elle est une aide à l'orientation et un dénominateur commun et elle doit être amarrée dans le secteur politique et amener pour cette raison aussi certaines obligations. Une analyse de la situation et du potentiel de la région fait la base de l'élaboration de la conception du développement. Elle contient la recherche des conditions structurelles de la région et des enquêtes détaillées sur les ressources de la région dans les secteurs de l'économie agricole, forestière, industrielle et touristique. Simultanément elle s'occupe aussi de la „qualité de vie“, parce que cette qualité est décisive pour le maintien de la population dans la région, pour l'émigration et l'immigration et la ré-immigration. Les travaux de l'analyse de la situation et du potentiel, contenant une forte composante de politique économique régionale, doivent être coordonnés avec l'aperçu général de l'aménagement du territoire ou basés sur les travaux préparatoires – s'il y a déjà un tel „aperçu général“.

La propre conception du développement régional désigne à l'égard spatial et temporel les centres de gravité de l'emploi et de l'exploitation du sol; elle indique aussi les conditions d'une augmentation du revenu régional et d'une amélioration du bien-être général. Seul un tel „calcul“ nous permet d'examiner si l'aide aux investissements donne une impulsion au développement d'une manière qui assure l'atteinte du but et – à long terme – un certain „return on investment“ et par cela la possibilité de l'amortissement.

La conception du développement régional base essentiellement sur une formation de volonté „d'en bas vers le haut“; elle doit être conforme aux principes matériels de la Confédération sur l'aménagement du territoire, aux buts des planifications supracantonales et aux idées de développement des cantons mêmes. Pour renforcer son caractère obligatoire, la conception doit être

transmise en plans directifs. Suivant la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire cela se passe en fixant les buts de l'exploitation dans un plan général cantonal et dans ses plans particuliers. D'après la terminologie des directives de l'institut ORL, le „contenu de base“ de l'aménagement cantonal et régional est ainsi créé.

A cause de cela il faut accompagner la planification par un propre programme de réalisation. Ce programme fixe le contenu et la mise en oeuvre du „marketing“ dans les différents secteurs économiques, de la coordination administrative, des conventions principales entre les promoteurs privés et publics du développement, des mesures pour la protection de l'environnement, de l'amélioration du sol, des réaménagements parcellaires, des stratégies de l'acquisition du terrain, des programmes de la réalisation de l'infrastructure, et des finances publiques.

Donc, à côté de la tâche de l'innovation, la planification du développement dans les régions de montagne est aussi une essentielle et prétentieuse tâche de „management“ car il faut soumettre d'une part de fortes volontés de développement, d'autre part des éléments retardissant à une pensée commune et conceptionnelle, et car le travail de plusieurs spécialistes en matière de planification et de réalisation doit être coordonné.

Man kann nicht ohne eine gewisse Scheu an die Aufgabe herantreten, über das praktische Vorgehen im Rahmen des gesamtwirtschaftlichen Entwicklungskonzeptes zu berichten. Neu an der Aufgabe der Entwicklungsplanung sind zwar nicht die Probleme, aus denen heraus die Planungsnotwendigkeit erwächst, neu ist nicht die Auseinandersetzung mit sektoriellen Entwicklungsfragen in der Land- und Forstwirtschaft, im Tourismus, bei der Industrieansiedlung, neu aber ist das im Investitionshilfegesetz des Bundes aufgestellte *Erfordernis der gesamtwirtschaftlichen Betrachtungsweise und der Konzepterarbeitung*. Wohl nimmt man bei der bisherigen Praxis der Orts- und Regionalplanung auf die Anliegen der Wirtschaftssektoren Bezug und bemüht sich um Leitbilder oder Leidbildvarianten. Doch bestanden bisher keine verbindlichen Handlungsanweisungen, welche zur gesamtheitlichen Konzipierung der Entwicklung verpflichten.

Die Zweckmäßigkeitssprüfung der Raumplanung bezieht sich vielfach noch hauptsächlich auf die planungstechnischen Belange. Mit der Investitionshilfe werden nun aber auch wesentliche Anforderungen an den Inhalt der Planung verbunden, an die zweckmäßige Einschätzung der Entwicklungsvoraussetzungen, an die wirtschaftspolitische, infrastruktur- und versorgungspolitische, wohnbaupolitische und – dem Grundsatz folgend, daß die Rechte nicht entwickeln soll, ohne daß die Linke das Erhaltenswerte bewahrt – auch umweltpolitische Zielformulierung und an die Realisierungsmaßnahmen.

Die Gemeinden, welche mit diesen neuen Anforderungen konfrontiert werden, reagieren auf unterschiedliche Weise. Es gibt

- jene, die die Konzepterarbeitung kurzweg ablehnen

- jene, die die Ausarbeitung eines Konzeptes befürworten, aber schlußendlich keinem Konzept zustimmen.
- jene, die nach der Erarbeitung des Konzeptes auch noch zu einer Genehmigung bereit sind.

Statistiker würden leicht herausfinden, daß die erste Gruppe heute wohl noch am größten, die letzte Gruppe jedoch verschwindend klein ist. Ohne Zweifel bilden konzeptionelle Vorstellungen der Regionalentwicklung zwar Gesprächsstoff, in der Tat werden sie aber nicht ohne weiteres als Allerweltsheilmittel und Beitrag zur Lösung der lokalen Probleme erachtet.

Zum einen haben die Diskussionen in der vorberatenden Kommission des Investitionshilfegesetzes und die Stellungnahme der Kantone gezeigt, daß häufig vermutet wird, die Randgemeinden der Bergregionen würden zufolge der Konzentration der Mittel auf die Schwerpunktgemeinden noch mehr ausgelaugt.

Zum zweiten bestehen teils sicher berechtigterweise Vorbehalte, die ganze Entwicklungstätigkeit nach einem wenig konkrete Erfolgsaussichten versprechenden Konzept auszurichten.

Im weiteren haben viele Berggemeinden ihre Orts- und Regionalplanung schon gemacht, haben universitäre Planungsübungen über sich ergehen lassen und nun überhaupt „mit dem dringlichen Bundesbeschuß zum letzten Mal etwas mit Planung zu tun gehabt.“ Es wird vom *Leitbildkrebs* und vom *Konzeptfanatismus* gesprochen. In den Augen der Gemeinden muß die Investitionshilfe unter zu großen Auflagen „erkauf“ werden, und es sind denn auch kritische Stimmen laut geworden, in denen das Befremden zum Ausdruck kommt, daß man im Berggebiet höhere Planungsanforderungen stellt, als im Flachland und insbesondere in den Städten, die doch auch wacker von Bundeshilfen profitieren. Was soll denn einmal mehr geplant werden?

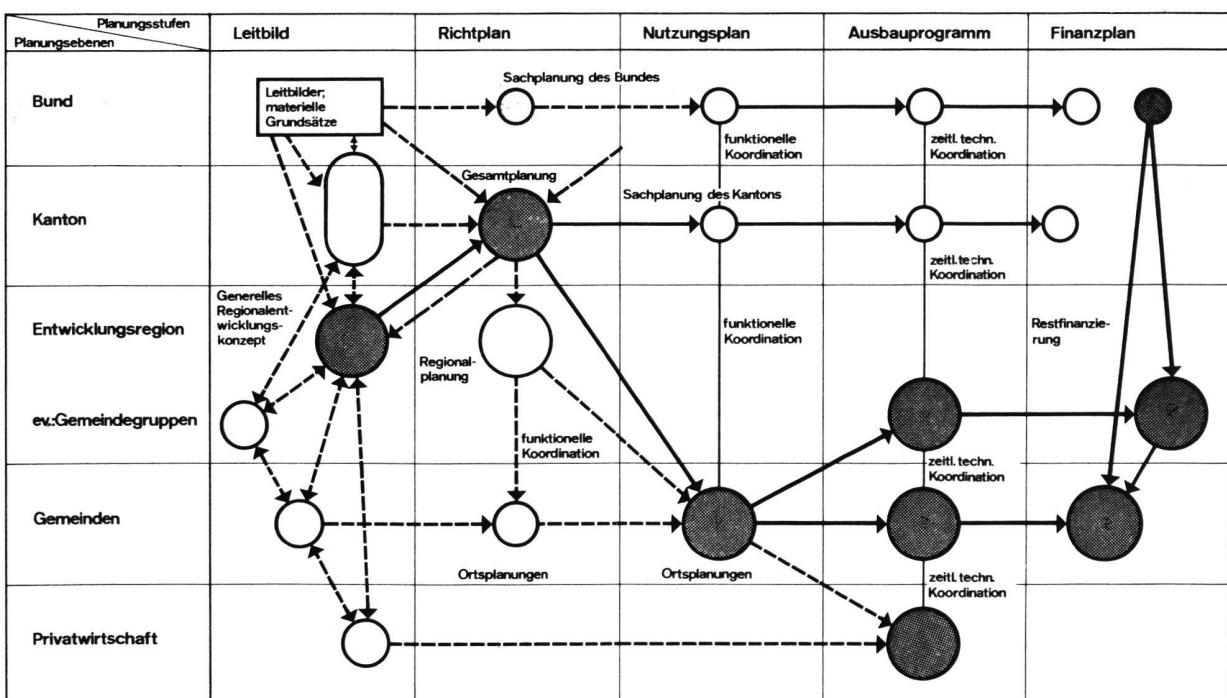
Hier beginnt das praktische Vorgehen im Rahmen des gesamtwirtschaftlichen Entwicklungskonzeptes.

Es braucht große Anstrengung im Sinne der Öffentlichkeitsarbeit, um den neuen Anlauf sinnfällig zu machen. Es braucht eine eingehende Motivierung der Gemeinden. Einige Beweggründe seien kurz gestreift:

Man kann zunächst nur immer wieder betonen, daß der Raumplanung grundsätzlich *vermehrt strukturpolitische Entwicklungsvorstellungen* zugrunde gelegt werden sollen. Gesamtwirtschaftliche Konzepte und ihre politische Konsolidierung sollen dazu verhelfen, daß die normativen Planungsinstrumente und vorab die Zonenpläne jenen materiellen Rückhalt erhalten, welcher die Durchsetzung der vorgesehenen räumlichen Ordnung auch wirklich ermöglicht. Ohne diese konzeptionelle Verankerung bleibt die Planung im Auslassen von partikularen Grundeigentümer-Interessen stecken; bei Härtefällen kann den privaten Nutzungsabsichten kein genügend abgestütztes öffentliches Interesse an einer bestimmten Entwicklung gegenüber gestellt werden; der Planung und ihren noch so ausgeklügelten Planungsinstrumenten ist damit ein schlechter Dienst erwiesen.

Strukturkonzepte sind jedoch nicht nur für die Durchführung der ordnenden Planung von Bedeutung: Vor allem in den rückständigen aber entwicklungsfähigen Gebieten geschieht es häufig, daß entweder die öffentliche Hand oder das private Unternehmertum mit der Erstellung von Bauten und Anlagen auf eigene Faust vorprellen, ohne daß die für das Funktionieren des Ganzen nötigen Anschlußinvestitionen seitens des Entwicklungspartners gesichert sind. Hier kann mit einem *koordinierten, konzeptbezogenen Maßnahmenpaket* bestimmt mehr erreicht und auch ein stärkerer Aufbauwillen entfaltet werden. Ein seriös erarbeitetes Entwicklungskonzept übernimmt die Rolle einer Orientierungshilfe für die privaten und öffentlichen Aktivitäten; mit ihr kann das Investitionsrisiko für jeden beteiligten Partner gemindert werden.

Planungsstufen und Planungsebenen



Viele Berggemeinden vermögen ihre *Infrastrukturaufgaben* aus technischen oder finanziellen Gründen überhaupt nicht im Alleingang zu lösen. Die nötige Finanzkraft und ein wirtschaftlicherer Mitteleinsatz lassen sich oft erst im *regionalen Verband* und unter Bildung räumlicher Investitionsschwerpunkte erreichen. Damit ein solches Vorgehen politisch tragbar wird, muß jedoch gleichzeitig eine möglichst breite *Nutzenstreuung* postuliert werden, worunter in erster Linie eine Verbesserung der innerregionalen Verkehrsverbindungen, aber auch finanzielle Maßnahmen zu verstehen sind. Bei diesen sehr heißen Problemen der Bevor- und Benachteiligung ist es unbedingt erforderlich, daß auf ein umfassendes regionales Konzept Bezug genommen werden kann: Dieses muß die unterschiedlichen Entwicklungsvoraussetzungen der Gemeinden und die relativen Eignung und Stärken in verschiedenen Wirtschafts- und Wohlfahrtsbereichen klar machen, gesamtheitliche Ziele in den Vordergrund rücken und von da her eine angemessene Ausgleichspolitik aufbauen. Im Zeichen einer solchen Ausgleichspolitik und unter Beachtung des Nachholbedarfs und der orts-spezifischen Entwicklungsaussichten im Rahmen des Regions-Ganzen sieht der Bund denn auch die Möglichkeit, seine Investitionshilfe nebst den regionalen auch lokalen Infrastrukturen zuzuwenden.

Schließlich ergibt sich die Notwendigkeit zur Konzepterarbeitung aber auch im Zusammenhang mit der *provisorischen Ausscheidung der Schutzgebiete* aufgrund des dringlichen Bundesbeschlusses. Viele Bergkantone haben die Schutzgebiets-Ausscheidung verhältnismäßig restriktive gehandhabt. Dieses Vorgehen ist grundsätzlich sehr zu begrüßen, weil dadurch in landschaftlich wertvollen Gebieten – und im Berggebiet gehört die Umwelt wesentlich zum Entwicklungskapital – eine hältlose und von Ordnungsbindungen freie Überbauung verhindert werden kann. Allerdings bedeutet dies, soll die Entwicklung nicht überhaupt eingeschränkt werden, daß die Schutzgebietsausscheidung da wieder rückgängig gemacht wird, wo seitens der Gemeinden und des Kantons auf der Grundlage einer Leitbildvorstellung und einer verbindlichen Planung gute Gründe für eine bauliche Nutzung geltend gemacht werden können. Bei der Entwicklungsplanung handelt es sich also nicht einfach um „noch einmal eine Planung“, vielmehr wird sie gerade mit der provisorischen Schutzgebietsausscheidung nötig, da sonst das Provisorium unverhofft in ein Definitivum überrücken könnte.

Der Bund sieht die Arbeiten am gesamtwirtschaftlichen Entwicklungskonzept in vier Phasen:

1. Abgrenzung der Planungsregion, Abklärung der Förderungsbedürftigkeit und der Entwicklungsfähigkeit, Konstituierung eines geeigneten Trägers der Entwicklungsplanung.
2. Lage- und Potentialanalyse. Ausarbeitung des gesamtwirtschaftlichen Konzeptes. Politische Konsolidierung des Konzeptes.
3. Umsetzung des Konzeptes in die Raumplanung und Realisierung.
4. Abwicklung des Darlehensgeschäftes.

Zu Phase 1:

Die Entwicklungsplanung soll sich über ein Gebiet erstrecken, das geographisch eine gewisse Einheit bildet, das einen Entwicklungsfähigen zentralen Ort und

Arbeitsmarkt aufweist, das für die Lösung regionaler Infrastrukturaufgaben in Frage kommt, und in dem ein gewisser institutioneller, konfessioneller, sprachlicher und kultureller Zusammenhang besteht.

Im Sinne einer Vorabklärung sind für die Gemeinden des solchermaßen abgegrenzten Planungsgebietes sodann anhand einiger prägnanter Kennziffern die bisherige demographische und einkommensmäßige Entwicklung sowie die Versorgungslage mit Infrastrukturen, Konsumgütern und Dienstleistungen darzustellen. Aus dieser Analyse geht hervor, welche Gemeinden *förderungsbedürftig* sind. Machen die Bevölkerung und die Fläche dieser Gemeinden wiederum einen bestimmten Anteil an der ganzen Region aus, so erfüllt auch diese den Tatbestand der Förderungsbedürftigkeit.

Um zu vermeiden, daß die Förderungspolitik nicht zum vornherein zum Scheitern verurteilt ist, muß sodann auch die *Entwicklungsfähigkeit* der Region abgeklärt werden. Die Region soll mindestens etwa 20 000 Einwohner zählen (was in gewissen Berggebieten bereits zu recht großen Gebilden führen kann) und sie soll einen zentralen Ort beinhalten, der für sich nicht förderungsbedürftig ist, und der die Voraussetzungen für einen beschäftigungs- und versorgungsmäßigen Entwicklungskern hat.

Schließlich müssen die Gemeinden der Region willens sein, einen *Trägerverband* der Entwicklungsplanung zu gründen, der die Planung an die Hand nimmt und gegenüber dem Bund als Verhandlungspartner auftritt. Die Rechtsform eines solchen Verbandes richtet sich nach den Aufgaben, welche er zu erfüllen hat. Es stellt sich insbesondere die Frage, ob der Verband im Anschluß an die Konzepterarbeitung einen verbindlichen Plan zu erlassen hat oder ob diese Funktion dem Kanton zukommt und der Gemeindeverband sich auf die Willensbildung beschränken kann. Grundsätzlich ist der Festlegung einer Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeindeverband, sowie einer Aufgabenverbindung zwischen gesamtwirtschaftlicher und räumlicher Planung im Verbandsstatut sehr sorgsame Beachtung zu schenken.

Zu Phase 2:

Die Verbindung der traditionellen Regionalplanung und der Arbeiten am gesamtwirtschaftlichen Konzept beginnt mit der Lage- und Potentialanalyse. Gewisse Teile der Regionalplanungsphase „Übersicht“ decken sich mit der Bestandesaufnahme und Beurteilung der wirtschaftlichen Entwicklungsvoraussetzungen. Wo immer eine Möglichkeit besteht, sollen die raum- und entwicklungsplanerischen Arbeiten gleichzeitig und unter koordinierender Leitung stattfinden, auch wenn daraus beim Bund aus administrativen Gründen zwei Subventionsgeschäfte gemacht werden.

Die *Lage- und Potentialanalyse* versucht zunächst die hauptsächlichsten *Strukturschwächen* der Region darzustellen. Es wird sich etwa zeigen:

- inwiefern die Region eine unrationelle und im soziologischen Bereich krankende Landwirtschaft aufweist.
- ob ein viel größerer Holzschlag möglich wäre, wenn der Wald nur besser erschlossen, das Forst-Personal vorhanden und die Vermarktungsmöglichkeiten größer wären.
- daß die touristischen Einrichtungen zufolge eines einsaisonalen Fremdenverkehrs nicht richtig ausgelastet sind.

- daß die Region eine wenig zukunftsträchtige industrielle Branchenstruktur hat, starke Abhängigkeiten vom lokalen und regionalen Absatzmarkt bestehen und das Arbeitsplatzangebot im Ganzen zu wenig diversifiziert und zu wenig attraktiv ist.
- daß die Einkommensverhältnisse nicht zufolge tiefer Löhne, sondern zufolge eines Übermaßes an unqualifizierten Beschäftigungen unterdurchschnittlich sind.
- daß die einheimische Arbeitnehmerschaft überaltert ist und in einzelnen Wirtschaftszweigen ausgeprägte Nachfolgeprobleme bestehen.
- daß die Umsatzgeschwindigkeiten in den Verkaufsläden minim ist, die Sekundarschülerquote sehr gering und die Krankenversorgung prekär sind.
- daß die Wohnverhältnisse zu wünschen übrig lassen, der Boden aber zu teuer ist für den Bau von neuen Einheimischen-Wohnungen etc.

Des weiteren versucht die Lage- und Potentialanalyse aufgrund von landwirtschaftlichen und touristischen *Eignungsanalysen*, einer Beurteilung der industriellen Standortgunst und der naturgegebenen Wohnattraktivität, sowie einer eingehenden Analyse des Arbeitsmarktpotentials die Entwicklungsmöglichkeiten und -konditionen herauszuarbeiten. Interregionale und innerregionale Vergleichswertungen der Entwicklungschancen sollen dazu verhelfen, daß die richtige Nutzung am rechten Ort mit dem richtigen Mitteleinsatz konzipiert wird.

Das eigentliche *Entwicklungskonzept* stellt ein räumlich differenziertes und zeitlich abgestuftes Dispositiv dar, das über Art und Intensität der anzustrebenden Bewirtschaftung über die künftige Angebots- und Nachfragestruktur, die Arbeitsplatzqualifikationen und Einkommensverhältnisse, sowie den nötigen infrastrukturellen und versorgungsmäßigen Unterbau und die Maßnahmen zum Schutze der Landschaften und Ortsbilder Auskunft gibt. Als wesentlichen Bestandteil enthält es im weiteren ein *Realisierungsprogramm* das nicht allein in die Raumplanung hineingreift, sondern in umfassender Weise die Tätigkeitsbereiche der öffentlichen Verwaltung, gemeinnütziger Organisationen und zum Teil auch privater Entwicklungsträger betrifft.

Ein solches Konzept bedarf einer sehr sorgfältigen Überprüfung der wirtschaftlichen Tragfähigkeit und einer weitgehenden Bereitschaft politischer Kräfte und der Behörden, es zu befolgen und den Verhältnissen laufend wieder anzupassen.

Der äußeren Form nach muß das Konzept vom Regierungsrat genehmigt und ebenfalls von der Zentralstelle für regionale Wirtschaftsförderung beim Bund auf seine Zweckmäßigkeit hin beurteilt werden.

Phase 3:

Durch seine *Umsetzung in den kantonalen oder regionalen Richtplan* erhält das Konzept zumindest im raumplanerischen Bereich Verbindlichkeit für alle untergeordneten Planungen. Neben den räumlichen werden auch die zeitlichen Dimensionen bestimmt: Die Einführung von *Etappenplänen* ist unumgänglich, damit der rationelle Einsatz der Mittel gewährleistet werden kann. Für diesen Mitteleinsatz sind gegebenenfalls aber auch direkte *Grundsatzvereinbarungen* zwischen den hauptsächlichsten öffentlichen und privaten Entwicklungsträgern zu treffen. Durch sie sollen die nötigen rechtlichen und wirtschaftlichen Voraussetzungen frühzeitig festgelegt und die beteiligten Partner in den Genuss eines

Maßes an Sicherheit gebracht werden, welches die weiteren Realisierungsbemühungen als genügend aussichtsreich erscheinen läßt.

Bei diesen konkreten Fragen der Regional- und Ortsentwicklung sind denn auch bereits *speziellere bodenrechtliche Fragen* zu behandeln, unter ihnen insbesondere die Entflechtungs- und Baulandumlegungen, aber auch solche der wirtschaftlichen Nutzungspflicht.

Auf der Grundlage der Richtpläne und unter Abstützung auf konkretere Entwicklungsaussichten erfolgt sodann, vor allem auf Ortsebene, der Erlaß von *Nutzungsplänen*, also jener Pläne, die auch rechtsverbindlich sind für das Grundeigentum. In landschaftlich wertvollen Gebieten dürfte es sich empfehlen, hierbei vermehrt von *Gestaltungsplänen* Gebrauch zu machen, um so die visuelle Umweltsbelastung durch Entwicklung minim zu halten und unter Umständen auch eine Bereicherung von ästhetischen Werten schaffen zu können.

Schließlich soll die Raumplanung zur Erstellung von *Ausbauprogrammen* für die Infrastruktur und private Bauvorhaben – soweit diese für die Realisierung des Entwicklungskonzeptes von maßgeblicher Bedeutung sind – beitragen. Die Ausbauprogramme haben zum Ziel, den Investitionsablauf zeitlich und technisch zu koordinieren, indem sie eine *Prioritätenordnung* und bestimmte Reihenfolgen im Vorgehen festlegen. Im übrigen bilden sie eine wichtige Grundlage für die Konzipierung der *zwischengemeindlichen Zusammenarbeit*, des *innerregionalen Lasten- und Nutzenausgleichs* und für die *Finanzplanung*.

Zu Phase 4:

Die eigentliche Abwicklung des *Darlehensgeschäfts*, das zur Restfinanzierung der kommunalen Infrastrukturen führen soll, ist an dieser Stelle nicht im Detail zu erläutern: Die materiellen Förderungsvoraussetzungen werden dabei nochmals zusammengefaßt und das Investitionshilfegesuch unter Angaben über die Projektgegebenheiten und Finanzierungsmöglichkeiten, sowie unter dem Nachweis der Förderungswürdigkeit eingereicht. Rückblickend auf diesen gesamten Planungs- und Realisierungsablauf befällt einen nun wohl das Gefühl einer sehr komplexen und vielleicht zu anspruchsvoll angepackten Aufgabe. Die Tatsache jedoch, daß es sich bei der Investitionshilfe um Darlehen handeln soll, verpflichtet zu einer verantwortlichen Bearbeitung der Entwicklungsfragen. Daran wird nicht zuletzt der Kanton, als Garant der Gelder gegenüber dem Bund, ein eminentes Interesse haben.

Dem Gesetzesentwurf entsprechend würde der Bund nach Inkrafttreten 80 % *Subventionen an die Planungsarbeiten* leisten, bis dann sind es 36 % für die Ausarbeitung des gesamtwirtschaftlichen Entwicklungskonzeptes, also dieselbe Betragsquote, wie sie auch für den eigentlichen raumplanerischen Teil in den finanzschwachen Kantonen gilt.

Der *finanzielle Aufwand* für die Konzepterarbeitung dürfte unseren Berechnungen nach so zu liegen kommen, daß die durch die SIA-Normen kostenmäßig geregelte „Übersicht der Regionalplanung“ als Teil der Konzepterarbeitung, etwa 2/5, die spezifischere Auseinandersetzung mit den wirtschaftlichen Fragen etwa 3/5 ausmacht. Die Gesamtkosten müssen in einer Relation zur Größe des Planungsgebietes und zum Schwierigkeitsgrad der Aufgabenstellung gesehen werden.

Was den *Zeitaufwand* betrifft, rechnen wir für die einleitende Phase (also für die Regionenabgrenzung und die Abklärung der Förderungsbedürftigkeit, zur Haupt-sache aber für die Information über die anfallenden Aufgaben, für die Erstellung der Planungsbereitschaft bei den Gemeinden und für die Bildung des Trägerver-bandes) mit ca. 6 Monaten, wobei auch hier wieder die Größe des Planungsgebietes respektive die Zahl der Gemeinden eine differentzierende Rolle spielen. Die Lage- und Potentialanalyse und die Konzepterarbeitung selbst brauchen ein bis zwei Jahre. Gleichzeitig kann auch bereits die kantonale oder regionale Raumplanung aufgezogen oder, wo diese vorhanden ist, eine Anpassung vorbereitet werden, sodaß bis zum Vorliegen der Richt-pläne im Anschluß an die Genehmigung des Konzeptes nicht mehr als 6 bis 18 weitere Monate verstreichen sollten.

Diese Zeitangaben stellen unter Umständen jedoch eine *Rechnung ohne den Wirt* dar: Die Ausarbeitung eines gesamtwirtschaftlichen Entwicklungskonzeptes, seine Genehmigung und der Erlaß der Richtpläne sind einer laufenden politischen Willensbildung unterworfen, die ihrerseits vielleicht mehr Zeit braucht, als die reine Sachbearbeitung. Soll das Ganze sinnvoll und mit einem vernünftigen zeitlichen und finanziellen Aufwand über die Bühne gehen, darf nun keinesfalls an der Öffent-lichkeitsarbeit, oder an der Zusammenarbeit mit den Träger-gemeinden und den kantonalen Behörden, sowie mit einschlägigen Fachorganisationen gespart werden. Eine breite und gut fundierte Meinungsbildung ist eine Ver-pflichtung, die über den Aufgabenbereich der Sach-bearbeiter hinaus reicht und wesentlich auf die lokalen Politiker und andere Organe des öffentlichen Lebens zukommt.